

LES FRÈRES SPARTACUS  
Rosa LEPÉVRE

# le monde libertaire

rédaction  
administration  
3 rue ternaux  
75011 paris  
tel: 805 34.08  
ccp publico  
1128915 paris

hebdomadaire

N° 302 JEUDI 22 FÉVRIER 1979 4 F

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)



## Liberté pour Croissant

**N**OUS ne considérons pas comme certains, la condamnation de Klaus Croissant comme modérée, nous la jugeons comme ceux qui l'ont prononcée : ignoble!

Cette soi-disant modération prouve largement que les faits reprochés à l'avocat Croissant ne reposent sur rien et que la peine infligée n'a d'autre but que de servir d'exemple tout en calmant l'opinion publique.

Après 17 mois d'incarcération, et en comptant sur une hypothétique remise de peine, Croissant a des chances d'être libéré au cours du mois à venir. Mais ce ne sera que partie remise. Tant qu'il restera sur le territoire fédéral, Croissant devra répondre de ses faits et gestes pour avoir participé à une défense politique.

Nous apprenons qu'un accord franco-allemand ne permettrait de reprendre la procédure contre Croissant qu'après 30 jours de liberté, délai pendant lequel il pourrait partir à l'étranger.

Nous lui conseillons fortement de ne plus remettre les pieds dans ce pays qui l'a livré à ses juges, sur cette terre autrefois dite d'asile pour tous les poursuivis.

Le secrétariat  
aux Relations Internationales

## C'est en triant parmi sept contributions que ses militants lui proposent, que le Parti Socialiste devra trouver sa vérité !

**Q**U'ON m'entende bien! J'ai souvent expliqué dans ce journal les limites d'un socialisme réformiste et parlementaire destiné à mourir avec le régime dans lequel il est inscrit, faute de pouvoir le transformer, pour des raisons évidentes dont la principale est son refus de bouleverser profondément les rapports de classes de la société. Cette sage précaution étant prise contre les gens mal intentionnés qui pourraient m'attribuer des sentiments

qui ne sont pas les miens, je crois pouvoir dire que le travail de réflexion auquel se livrent les différents courants du parti socialiste est intéressant même s'il est gratuit. Seuls quelques abrutis du type Marchais ou Chirac, les frères siamois du nationalisme imbécile, ricaneront devant ces essais de clarifications impensables dans leurs partis, et qui, somme toute, sont honorables.

Sept contributions pour déterminer ce que sera la ligne du parti socialiste après le congrès de Metz, c'est beaucoup si on se réfère à la coutume des congrès où seule la contribution « du secrétaire » est proposée aux délégués afin qu'ils y changent quelques virgules de place, c'est peu si on mesure l'extrême complexité de l'économie moderne. Mais voyons de qui émane ces contributions? En réalité seules trois de ces contributions vont au fond des problèmes. Ce sont celles de Mitterand, de Mauroy et de Rocard. Celle du CERES essaie de traduire en langage moderne un marxisme hybride

à l'attention des « grosses têtes » farcies de léninisme. Son but plus lointain reste la cueillette des voix communistes au second tour d'éventuelles consultations électorales. Pour le troisième groupe des contributions, celles de Defferre, de Pierret, et celle des femmes, qui ne sont que des contributions aux premières, elles sont là pour faire diversion et vagabonder encore dans la nature. Tous ces textes ont un point commun, ils se réclament de ce qu'on peut appeler la charte d'Epinau, avec la même candeur que mettent les syndicalistes à se réclamer de la charte d'Amiens.

Ça fait bien et ça n'engage à rien!

Naturellement, la réflexion des auteurs de ces textes ne se limite pas au cadre parlementaire dans lequel se situe leur action. Nous sommes devant des travaux d'intellectuels petits-bourgeois intelligents qui essaient de faire cohabiter un humanisme de bonne compagnie avec les intérêts de leur parti, lisez de la classe dirigeante issue de ce parti en cas de succès électoraux. Leur horizon est limité par leur ambition! Ils veulent féroce ment le pouvoir pour établir plus de justice, ils le croient et ils sont sincères, mais dans le cadre d'une

société qui se donnerait de bons notables - eux, naturellement -, où les différences seraient dues au mérite et où les prolétaires, comme des nouilles, baigneraient dans une sauce relevée constituée par leurs vertus. Ils sont comme ça nos socialistes, et sur le fond Jaurès ou Blum n'étaient pas différents d'eux car, comme eux, ils voulaient une classe dirigeante « éclairée » qui ne se différencierait plus sur la fortune mais par le savoir. Tous ces professeurs sont gorgés de Platon jusqu'au trou du cull mais voilà, pour des exploités, Platon... pas? Cependant ces intellectuels « distingués » sont

(suite page 5)

FOP 2520

## Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

### PROVINCE

ALLIER : MOULINS  
ALPES-MARITIMES : ANTIBES  
AUBE : TROYES  
B.-D.-R. : MARSEILLE-AIX  
CALVADOS : HÉROUVILLE-CAEN  
DOUBS : BESANÇON  
EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUCE-  
RON  
GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL  
GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC  
ILLE-ET-VILAINE : RENNES  
INDRE-ET-LOIRE : TOURS  
ISÈRE : GRENOBLE  
LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES  
LOT : GROUPE DÉPARTEMENTAL  
LOT-ET-GARONNE : FUMEL-AGEN  
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS  
MANCHE : ST-LO  
MORBIHAN : LORIENT  
NIÈVRE : NEVERS

ORNE : LA FERTÉ MACÉ-FLERS  
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BA-  
YONNE - BIARRITZ  
RHÔNE : LYON  
HAUTE-SAVOIE : ANNECY  
ANNEMASSE  
SEINE-MARITIME : ROUEN - LE  
HAVRE  
SOMME : AMIENS  
TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON :  
VILLEFRANCHE DE ROUERGUE  
VAR : RÉGION TOULONNAISE  
YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTE-  
MENTALE  
HTE-VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE  
SUD-LUXEMBOURG

\* \* \*

### LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON INTER-ENTREPRISES  
DES ORGANISMES SOCIAUX  
- LIAISON DES POSTIERS  
- LIAISON DES CHEMINOTS  
(édité *Vote Libre*)  
- LIAISON DU LIVRE  
- CERCLE INTER-ENTREPRISES  
DE CALBERSON (Paris 18<sup>e</sup>)  
- CERCLE INTER-BANQUES

Groupe de Tours : les seconds et quatrièmes lundis du mois, de 20 à 22 h, au 10, rue Jean Macé à Tours.

Groupe de Rennes : le jeudi de 19 h 30 à 20 h 30 à la M.J.C., rue de la Paillette.

Groupe Kropotkine d'Argenteuil : les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prenant, à Argenteuil (au fond de la cour).

Groupe Paul Mauget d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie La tête en bas - 17, rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de Culture et Liberté 72, Bd. Eugène Pierre à Marseille.

Groupe Orsay-Bures : les seconds et quatrièmes vendredis de chaque mois, à la Maison pour Tous de Courdimanche, Les Ulis, de 20 h à 22 h, salle Charlie Chaplin.

Groupe Hédonien de Fumel : point de rencontre possible, au bar de l'Arnaque, 17, rue Léon Jouhaux, tous les soirs après 21 h.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.

Groupe Jacob : le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 à 16 h, au 51 rue de Lappe, Paris 11<sup>e</sup>.

Groupe Louise Michel : tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10 rue Robert Planquette, Paris 18<sup>e</sup>.

Groupe Emma Goldman : le jeudi de 17 à 20 h et le samedi de 16 à 18 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11<sup>e</sup>.

Groupe Proudhon de Besançon : au local du groupe, 97 rue Battant, le mercredi de 18 h 15 à 20 h et le samedi de 15 h à 17 h.

Groupe de Lyon : tous les samedis à partir de 15 h au local ACLR (rez-de-chaussée) 13, rue Pierre Blanc à Lyon.

Groupe La Boétie : les seconds et quatrièmes mercredis de chaque mois à 20 h 30, Centre administratif, mairie d'Asnières.

Groupe Jules Durand, Le Havre et sa région : dans les locaux du Cercle d'Etudes Sociales, 16 rue Jules Tellier au Havre. Le lundi de 14 à 19 h, le mercredi de 15 à 19 h, le samedi de 15 à 19 h.

Groupe Germinal : tous les jeudis de 19 à 20 h au café Le Métropole, avenue de la République à Issy les Moulineaux (face au terminus des bus 126 et 190). Tous les mardis de 19 à 20 h, petite salle du patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, Paris 15<sup>e</sup> (métro : Boucicaut).

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h et le samedi de 14 à 18 h, en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe Fresnes-Antony : tous les jours de 10 à 20 h, le dimanche de 10 à 13 h, au 34 rue de Fresnes à Antony.

Groupe d'Amiens : tous les mercredis de 20 à 21 h, 13 rue Corré (quartier St-Roch) à Amiens.

Groupe Voline : 26, rue Piat-Paris 20<sup>e</sup>. Tous les samedis de 14 à 16 h.

Groupe Elisée Reclus d'Aix-en-Provence : tous les samedis de 10 à 13 h à la table de presse tenue devant le palais de Justice, et tous les mercredis de 10 à 16 h dans le hall de la fac de Lettres.

**PERMANENCE ANTIMILITARISTE**  
Chaque samedi de 13 à 15 heures  
Librairie Publico - 3, rue Ternaux-75 011 PARIS

Pour tout contact, écrire aux Relations Intérieures  
3, rue Ternaux - 75 011 PARIS

Permanence le samedi à cette adresse de 15 à 19 h

### RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>.

### BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY  
- GROUPE ESTUDIANTIN DE  
FRESNES-ANTONY  
- MASSY PALAISEAU  
- ATELIER DU SOIR  
- ORSAY BURES  
- SAVIGNY SUR ORGE  
CORBEIL ESSONNES  
- BRUNOY ET LIAISON SEINE-ET-  
MARNE  
- DRAVEIL

### BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY SUR MARNE,  
CHELLES  
- MONTREUIL

### BANLIEUE OUEST

- NANTERRE, RUEIL  
- VERNEUIL, LES MUREAUX  
- ISSY LES MOULINEAUX, BOU-  
LOGNE-BILLANCOURT, MEUDON

### BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE LA GARENNE  
ST-OUEN  
- ASNIÈRES  
- COURBEVOIE, COLOMBES  
- SEVRAN, BONDY  
- ARGENTEUIL

### LIAISONS

De l'Aisne, Aubenas, La Rochelle, Saintes, Marennes-Oléron, Salon, des Ardennes, Grasse, Vierzon, Bé-gard, Concarneau, Brest, Montpellier, Bourgoin, Orléans, Cherbourg, Chi-non, Chaumont, St-Sever, Vendôme, Montoire, Blois, St-Etienne, Le Puy, Laval, Metz, Valenciennes, Creil, Clermont-Ferrand, Nord Seine-et-Marne, Maule, La Roche/Yon, Montauban, Poitiers, Nord de la Haute-Vienne.

### Le groupe 1<sup>e</sup> Mai d'Anecy organise

**SAMEDI 24 FÉVRIER**  
de 16 à 23 h  
salle Pierre Lamy  
Bourse du travail d'Anecy  
**7 HEURES DE CHANSONS ANARCHISTES NON STOP**

de 16 à 17 h 30  
Michel GENTIL  
(guitare instrumentale)  
de 17 h 30 à 19 h  
Paola NICOLAZZI  
chansons anarchistes d'Italie  
de 20 h 15 à 21 h 45  
Serge UTGE-ROYO  
de 21 h 45 à 23 h  
Carlos ANDREU  
chants et poésies espagnols

Toute la journée :  
librairie, exposition, disques,  
casse-croûtes

Cette journée est organisée  
en solidarité au groupe 1<sup>e</sup> Mai  
et à l'édition des écrits  
d'Errico Malatesta

Entrée libre  
avec participation aux frais  
Nous comptons sur votre  
présence et votre soutien

### Les deux groupes d'Angers de la Fédération Anarchiste et des libertaires inorganisés organisent

avec la participation  
de la librairie  
« La tête en bas »  
**DES JOURNÉES LIBERTAIRE**

du 3 au 17 mars à Angers

Programme  
Samedi 3 mars  
soirée avec le chanteur  
Alain Moisan

20 h 30, salle Bellefontaine  
Mardi 6 mars - 20 h  
débat sur l'éducation libertaire  
avec J.M. Raynaud  
salle Ferry

Vendredi 9 mars  
débat sur le féminisme  
avec la participation de femmes  
éditant le journal *Colères*  
librairie « La tête en bas »

Samedi 10 mars  
débat sur le syndicalisme  
avec le groupe  
anarcho-sindicaliste de Rouen  
la CNTF Tour d'Auvergne  
salle Jean Macé - 18 h 30  
il y aura de la bouffe

Mardi 13 mars  
débat sur l'antimilitarisme  
sketch, montage diapos  
salle J. Ferry - 18 h  
(bouffe, buvette)

Vendredi 16 mars  
débat sur « l'expression libre »  
(journaux, radios...)  
avec le journal *l'énergumaine*  
des radios libres, etc.  
Librairie « La tête en bas »

Samedi 17 mars  
débat sur la justice, les prisons  
avec Denis Langlois (avocat)  
et Serge Livrozet (écrivain)  
salle J. Macé - 18 h 30

Pendant toutes ces soirées  
les organisateurs tiendront  
une table de presse  
De nombreux livres seront  
exposés à « La tête en bas »  
ainsi que des panneaux  
d'informations

Le groupe libertaire  
Louise Michel  
organise

**SAMEDI 24 FÉVRIER**  
à 17 h 30

en son local  
10, rue Robert Planquette  
Paris-18<sup>e</sup>

un colloque-débat  
**QUIÉTUDE OU ANGOISSE**  
**VERS L'AN 2000 ?**

avec Francis Agry

Directeur de la publication  
Maurice Laisant  
Commission paritaire n° 55 635  
Imprimerie « Les marchés de France »  
44, rue de l'Ermitage Paris 20<sup>e</sup>

Dépôt légal 44 149 - 1<sup>e</sup> trimestre 77  
Routage 205 - Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

### Le groupe de Rennes (FA) organise un meeting

**L'ANARCHIE AUJOURD'HUI**  
Salle de la Cité  
Samedi 10 mars - 20 h 30

Tous les groupes  
en possession d'inventus  
du Monde Libertaire  
N°282 à 289  
sont invités à en ramener  
à Publico  
en vue d'établir  
des collections

### Le groupe libertaire Germinal organise tous les mardis

au patronage laïc  
72, av. Félix Faure  
Paris 15<sup>e</sup>-Métro Boucicaut  
des réunions-débats

le 27 février  
**LA PRÉTENDUE LIBERTÉ**  
**D'EXPRESSION EN FRANCE**

le 3 mars  
**LE MOUVEMENT PUNK**  
**NO FUTURE !**

Ce calendrier pourrait  
être modifié à la demande  
des participants

### COMMUNIQUÉ

Après Croissant et les réfugiés politiques espagnols, Gabor Winter, jeune militant allemand, est une nouvelle victime de l'espace judiciaire européen. Si l'Europe parlementaire n'en est qu'à ses balbutiements, l'Europe policière, quant à elle, est d'ores et déjà une triste réalité, sans pour autant que les Etats en aient appelé à un référendum ou des élections populaires. Sous les auspices d'une coalition policière des Etats européens, tout droit d'opinion est désormais intolérable et transformé en délit social.

Il serait temps que les Etats signataires de la déclaration universelle des Droits de l'Homme y apportent quelques modifications, incitant les individus « au droit de se taire » sous peine de se retrouver, comme Gabor Winter, enfermé dans les geôles allemandes.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

### RECTIFICATIF

L'affiche du groupe de Toulon sur l'action directe est disponible à Publico au prix de :  
10 exemplaires - 15 F  
10 à 25 exemplaires - 1 F l'unité  
Au-dessus de 25 exemplaires - 0,50 F l'unité  
Pas de commande au-dessous de 10 exemplaires.

## Communiqué de presse de la coordination régionale libertaire Nord-Picardie

LES 3 et 4 février 1979 s'est tenue à Amiens la 3<sup>e</sup> réunion de la Coordination Régionale Libertaire Nord-Picardie, à laquelle ont assisté :

- Le groupe anarchiste d'Amiens (Fédération Anarchiste),
- Le groupe FA de Soissons,
- Le groupe « Petit Homme » (FA) d'Hénin,
- L'Organisation Communiste Libertaire de Dunkerque,
- L'OCL d'Amiens,
- La Coordination Libertaire de l'Oise,
- Le groupe d'Action Libertaire de Lille.

- Excusés : groupe libertaire de Valenciennes, un individuel de Maubeuge.

Après une présentation des différentes pratiques des groupes et une présentation des attentes de chacun et de chacune, s'est engagée un débat sur l'antimilitarisme et la répression (thèmes soumis à la réflexion depuis la deuxième réunion en novembre 78). A la suite de ce débat les buts de la coordination ont été repoussés et rediscutés.

Un certain décalage par rapport à la première réunion de Boulogne se fit sentir ; la coordination semblait stagner, d'où la volonté de bien sentir la démarche proposée et de la faire fonctionner à plein, afin de renforcer l'outil pratique et militant que se veut être la Coordination.

Le but essentiel est d'amplifier l'action du Mouvement Anarchiste (organisé et inorganisé) au niveau régional, sur la base des pratiques locales, en vue de dégager des axes communs d'inter-ven-tion.

La Coordination a montré sa volonté de rendre plus efficace l'outil commun qu'est son Bulletin dont le contenu (exposé et analyse des pratiques de chaque groupe) sert de base aux réunions de la Coordination.

Les réunions sont donc concrètement le lieu du débat, de la réflexion et de la proposition au niveau, par exemple, d'actions collectives et/ou spécifiques.

La prochaine réunion de la Coordination aura lieu le week-end du 31 mars et du 1<sup>er</sup> avril 1979. Il y sera traité entre autres du problème de l'organisation de la fête libertaire à Amiens. Cette réunion se tiendra à Noyon (Oise).

Une réunion spécifique sur la situation économique et les licenciements dans la région se tiendra fin février (la date exacte sera précisée).

Le prochain bulletin sera édité par le groupe de Noyon : écrire à BP 11 60 400 NOYON.

### LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration : 3 rue Ternaux 75011 Paris  
Tel. 805.34.08 CCP Publico 11289-15 Paris

	TARIF	
	Sous pli fermé	Etranger
France		
3 mois	50 F	78 F
6 mois	95 F	130 F
12 mois	180 F	280 F

\* Tarif Etranger : RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada.

**Abonnez-vous**

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

à partir du N° ..... (inclus) ..... Pays .....

Abonnement  Reabonnement  
Règlement (à joindre au bulletin):  
 Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat-lettre  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.



en bref...en bref...

L'Union Régionale parisienne de la CNTF annonce la création d'une union locale à Antony (92), qui regroupera tous les compagnons syndiqués du secteur. Pour tout contact, s'adresser au secrétaire, Jean Duprat, 21 rue Lienard 92 160 Antony. Des commissions d'initiative pour la création de syndicats ou le développements de ceux existants, vont être créées dans les branches professionnelles suivantes : éducation, transports, bâtiment, employés, métallurgie, PTT.

Un certain nombre de personnes de Marseille se refusent à payer l'impôt, estimant très insuffisant de n'avoir qu'un bulletin de vote occasionnel pour dire s'ils approuvent ou non ce que l'on fait de leur argent (c'est-à-dire leur travail et leur peine). C'est pourquoi, en collaboration avec le groupe des salariés pour l'économie distributive, ce comité d'information sur l'impôt organise une conférence avec Henri Jannes, pour dénoncer les scandales financiers dans l'administration. Cela se fera le vendredi 23 février à 18 h 30, salle Le Club, 51 rue Grignan. Commentaire du ML : tous les grévistes de l'impôt peuvent verser tout ou partie réclamé par l'Etat au Monde Libéraire qui, lui, informe ses lecteurs de ce que deviennent les souscriptions.

Le comité de soutien à G. Coulon, éducateur en voie de licenciement de la maison d'enfants « Le Cap » et la section syndicale CGT organisent la lutte pour obtenir sa réintégration. Cette lutte doit s'étendre à l'ensemble du milieu éducatif des Landes et Pyrénées-Atlantiques, pour informer du but de ces centres dits « éducatifs » et d'engager un débat sur l'éducation et la rééducation

Gérard Metessier est insoumis depuis le 2 février au 2<sup>e</sup> régiment de hussards d'Orléans. Il a entamé à ce jour une grève de la faim pour obtenir sa libération. Ecrivez au « colon » de la caserne pour obtenir la libération de Gérard : colonel Dwingelstein 2<sup>e</sup> régiment de hussards quartier Denis 45 000 Orléans.

Le troisième numéro du bulletin du Centre de Propagande et de Culture Anarchiste vient de paraître. Au sommaire : Proudhon, bilan du CPCA, la science-fiction, etc.

La Fédération des Yvelines de la Libre-Pensée organise vendredi 23 février à 20 h 30, salle des conférences de l'hôtel de ville de Versailles, une conférence-débat : La question scolaire ou l'école publique en danger, animée par R. Labrusse.

Contre l'esclavage salarial, sa restructuration et ses piliers syndicaux  
**AUTONOMIE PROLÉTARIENNE !**

Nous publions ci-dessous la seconde et dernière partie du texte sur « l'autonomie prolétarienne », dont le début est paru il y a une semaine dans *Le Monde Libéraire* du 15 février.

A ce sujet, une erreur de placement des colonnes, lors de la mise en page du journal, a rendu la première partie de ce texte quelque peu incompréhensible vers la fin. Nous prions les lecteurs de nous en excuser, ainsi que les auteurs de l'article, mal récompensés pour leur travail...

Aujourd'hui en France, comme dans le reste du monde, le salariat et la production marchande traversent une crise profonde et durable provoquée par une intensification des luttes ouvrières contre l'exploitation du travail. Luttés qui, en se développant un peu partout en Europe, empêchent le Capital accumulé d'être réinvesti rapidement dans les circuits économique-financiers occidentaux. En 1978 la progression des investissements n'aura pas dépassé +9% en valeur, soit avec la hausse des prix +1% en volume.

A l'heure actuelle le capital mondial déplace ses industries traditionnelles vers les filiales qu'il possède dans les pays à main-d'œuvre encore plus sous-payée qu'en Europe, pendant que les industries de pointe, elles, nécessitant de vastes investissements tant financiers que techniques, sont confiées aux pays riches, RFA, Japon, USA...

Le capitalisme français dans tout ça n'est pas près de s'en sortir, car s'il perd les industries traditionnelles, il n'en voit pas pour autant les nouvelles s'implanter chez lui ; en effet politiquement et socialement, la France est considérée par les « experts » capitalistes internationaux comme trop instable et trop peu sûre à long terme.

Et les syndicats dans tout ça ?

Dissimulant volontairement la nature de classe de la crise, les syndicats n'entendent pas le moins du monde aller au-delà du lamentable combat revendicatif anti-chômage et anti-vice chère. N'ayant en aucun cas le moindre petit désir de foutre le capitalisme en l'air, les syndicats se font un devoir de tendre la main au patronat pour trouver des « solutions » à la crise. Faisons une cinquième équipe, mettons la semaine de travail à 35 heures, relançons la consommation « populaire », bref faisons repartir la machine économique, c'est-à-dire relançons la productivité du Capital, c'est-à-dire perpétuons notre esclavage!

ici par des gares occupées, des routes nationales bloquées, des usines sur le pied de guerre, là par des préfectures vidées de leurs dossiers, des voies ferrées obstruées...

Luttés de plus en plus dures où l'action directe se développe peu à peu à travers tout le pays : des trains sont bloqués ou déchargés de leur contenu, des patrons sequestres, des archives foutues au feu.

Et dans tout ça, que font les syndicats responsables ? Ils contrôlent et contiennent la base Mr. le directeur...

Empêchant toute généralisation des luttes sur la totalité du territoire (il faut lutter localement comme dit ce brave Edmond!), les syndicats cloisonnent et isolent les travailleurs en lutte en empêchant qu'ils prennent entre eux, entre différentes usines en lutte, les contacts nécessaires et directs pour l'élaboration d'une stratégie globale de lutte contre la restructuration du capital.

Manifestation traîne-savates, promenades de gosses qui tiennent des flambeaux, occupations d'usines purement passives, enfermement dans le cadre de la légalité bourgeoise, respect absolu et obligatoire du syndicat, organe historique de la classe, sans lequel les travailleurs seraient incapables (sans doute de perpétuer leur esclavage); tels sont les leitmotivs percutants des saints-diktats.

La seule chose originale que, jusqu'à présent, les grandes centrales (c'est pas les quartiers de haute sécurité, mais ça n'en est pas loin!) aient imaginé : c'est de nous refaire le coup sublime d'une journée d'action « attrape couillon » pour le 16 février, mais attention il ne faut pas effrayer les « paratenaires sociaux », cela ne concerne seulement que la sidérurgie.

Depuis des mois les syndicats n'ont fait que canaliser et chloroformer le développement sans précédent de la lutte ouvrière, depuis les années 70.

Plus que jamais aujourd'hui, les syndicats sont devenus de simples rouages de fonctionnement du système capitaliste, encadrant économiquement et

lentes, ils n'en comprenaient pas moins les motivations (c'est ça l'action psychologique).

Ainsi, peu à peu, les luttes ouvrières, en passant à un niveau offensif face aux chiens de garde du capital, sont passées d'un stade purement défensif à un stade nettement subversif. Ces luttes ont démontré que la société capitaliste avait déjà commencé à perdre son identité ; les travailleurs ne se reconnaissent plus dans ses institutions constitutives. A présent on peut dire que la situation est révolutionnaire, non pas tant du fait que les travailleurs puissent prendre les armes (ce qui pourrait arriver à Manufrance ; Bonnet a d'ailleurs fait faire un rapport sur le sujet) mais du fait que la période actuelle se présente sous la forme d'une désintégration généralisée des normes (travail, patrie, famille, tradition, obéissance...) sur et à partir desquelles se sont structurées ces institutions sociales.

C'est donc bel et bien sur le terrain révolutionnaire de la destruction du salariat et de l'Etat que se situe la conclusion de l'affrontement de classe que la crise actuelle rend chaque jour davantage non seulement probable mais nécessaire.

Mais la constitution d'un tel mouvement révolutionnaire implique en même temps que la destruction de l'économie marchande comme but, la destruction des piliers qui l'organisent et la consolident comme moyen. Piliers dont le plus nocif et le plus sournois est bien sûr le syndicat qui, par son existence, renforce la classe ouvrière dans son rôle permanent de marchandise servile, tant mentalement qu'économiquement.

Le problème de la crise doit être sérieusement et clairement posé ; et cela seuls les anarchistes dans la tradition historique dont ils se réclament, sont à même de le faire. Car contre tous les défenseurs du système salarial, syndicaux, bourgeois, technobureaucrates ou étatiques, la classe ouvrière n'a qu'un seul moyen de résoudre les problèmes que lui pose la restructuration du Capital : sa propre autonomie. L'autonomie prolétarienne, en tant qu'elle est l'expression révolutionnaire de l'indépendance, tant en pensée qu'en action, de la classe exploitée qui remet en cause son statut salarial, contre tous les schémas conservateurs ou réformistes qui veulent, eux, l'y maintenir.

Dans la guerre de classe qu'il convient de déclencher pour dépasser la crise en détruisant le système capitaliste et étatique, l'émancipation des travailleurs, pour être pleinement réalisée, se devra d'être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, hors de toute structure d'organisation verticale, politique ou syndicale.

C'est dans les assemblées générales des travailleurs en lutte que la classe ouvrière développera de façon autonome et créative sa force politique, c'est dans la coordination horizontale et fédéraliste de ces conseils d'action décisionnels qu'elle trouvera la force de déclencher la grève générale expropriatrice. Et c'est seulement à partir de là qu'une société communiste libertaire pourra naître et se développer, pour que chaque être humain puisse enfin jouir librement à la mesure naturelle de ses besoins et désirs.

Gr. Commune de Kronstadt

Somme... échos

DEPUIS 1974, près de 8 000 emplois ont été perdus dans la Somme, dans les entreprises de plus de 500 salariés et près de 3 500 dans les entreprises de 100 à 300 salariés. Et ça continue!

— L'entreprise SAB (société des régisseurs de freins-bougies de chemin de fer) qui emploie 200 personnes à Amiens et une trentaine à Paris va opérer un délestage de 46 personnes.

— Les 213 travailleurs des Ets. Daniel (confection de vêtements pour le « sexe fort », Amiens) sont toujours sur la sellette. Entreprise familiale créée en 1913, la société Daniel avait déposé son bilan le 31 mai 78 après qu'un client ait eu la malencontreuse idée de faire faillite, en laissant quelques 10 millions de dettes dont 600 000 F chez Daniel. Néanmoins, disposant d'un carnet de commandes bien rempli, l'entreprise vivota jusqu'au mois de juin, date à laquelle une négociation s'engagea avec le groupe Biderman, apparemment fort satisfait de se farcir une nouvelle boîte. Sur ces entrefaites, la crise de la sidérurgie s'accéléra, et l'Etat ayant promis des aides substantielles, le groupe Bidermann abandonne Daniel pour courir installer des entreprises dans le Nord. Résultat : le 31 janvier les lettres de licenciement étaient adressées.

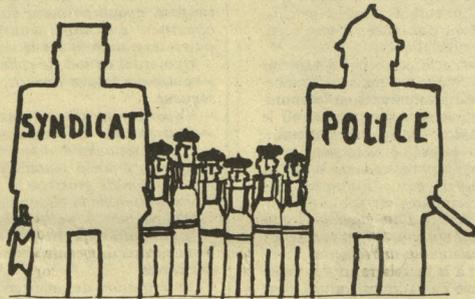
Mais ne voilà-t-il pas qu'une nouvelle solution vient d'être mise sur pied, lors du récent Salon de l'Habillement à Paris. Une société d'exploitation serait créée, dans laquelle entreraient quelques unes des firmes nationales les plus importantes de la profession ; mais seul le secteur production avec 150 personnes sera maintenu.

— La société AUER (matériel de chauffage, Feuquières en Vimeu), dont les effectifs sont en régression constante depuis 72, va de nouveau procéder à une charrette de 32 licenciements.

— La S.A. Boidin, entreprise paysagiste, dont le siège est à Amiens, n'y va pas de main morte : sur 170 employés, elle va en licencier 150 d'un coup. Il est vrai qu'avec le peu d'espaces verts au km<sup>2</sup> ça devait arriver.

— La Caisse Primaire d'Assurances Maladies de la Somme a trouvé un bon moyen pour se débarrasser d'une petite partie de son personnel. Depuis peu est arrivé un nouveau directeur qui entend mener sa boutique d'une main de fer : continues atteintes au droit syndical, remise en cause des avantages acquis du personnel et, maintenant, attaques contre le droit à la santé. Ainsi les employés de la CPAM d'Amiens, invalides première catégorie ou en mi-temps, justifiés médicalement ont reçu une lettre recommandée leur signifiant qu'il n'était plus question de les employer à mi-temps au sein de la S.S. et leur enjoignant de trouver une autre solution : ce qui est quand même un comble de la part d'un organisme à vocation dite sociale! Face à cela les syndicats sont incapables d'organiser une quelconque riposte, trop occupés à préparer les élections au comité d'entreprise, où leurs occupations consisteront surtout à vendre des voyages ou des bouteilles d'Armagnac!

Groupe anarchiste d'Amiens



Refusant à tout prix de voir que la réalité de la crise trouve sa signification véritable dans la crise mondiale du salariat, dans les aberrations à partir desquelles la production marchande fonctionne à l'origine, ils nient qu'elle soit nécessaire et inévitable. Pour eux il suffirait alors de mener une bonne « politique » et les problèmes essentiels que la crise a mis à jour seraient surmontés (ben tiens!).

Aujourd'hui, chaque jour, des dizaines de conflits éclatent un peu partout, de Lorraine en Charente, de La Rochelle à Longwy on entend déjà partout se lever la clameur d'un gigantesque NON scandé par des millions de poitrines et qui, chaque jour, se radicalise davantage. Chaque jour qui passe est marqué

intellectuellement le prolétariat et aidant à régulariser la production suivant les besoins du Capital, contre les intérêts des salariés enchaînés.

Mais après Caen, après St-Nazaire et St-Chamond, les sidérurgistes ont montré à Longwy qu'ils en avaient ras-le-bol de jouer les figurants depuis des semaines. Par centaines ils se sont affrontés aux flics qui, la veille, les avaient vidés de la Chiers. Les mégas syndicalistes ont eu beau gueuler qu'il fallait être sages pour ne pas faire le jeu des provocateurs, les pavés et les boules ont volé sur la gueule des flics et le commissariat a été pris d'assaut. Devant l'ampleur du mouvement, les syndicats ont même été obligés, sous la pression de leur base, d'affirmer que s'ils désavouaient les méthodes vio-

## QUEL SYNDICALISME ?

**L**ES ouvriers de la Lorraine et du Nord ont exprimé par leur attitude quelle est la seule forme d'action positive et possible que les travailleurs de tout le territoire français peuvent employer pour défendre leurs droits.

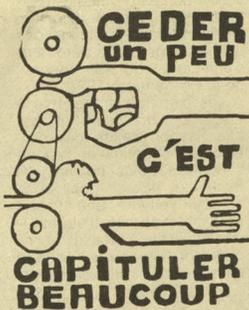
La crise économique persiste depuis des années et les plans de licenciements, en particulier dans la sidérurgie, ont été décidés depuis un moment. Seulement, les travailleurs ne réagissent pas franchement, comptant sur une politique d'emploi et de défense du pouvoir d'achat par un fameux programme commun qui s'est sabordé volontairement, faisant aussi peu de cas des travailleurs auxquels, dans la démagogie qui le caractérisait, il accordait tant d'importance. Les travailleurs, rebutés par une perspective électorale qui a démontré son incapacité à satisfaire leurs aspirations de mieux vivre, ne comptent plus que sur eux-mêmes. Ils utilisent l'action directe, débordent les centrales syndicales qui, lorsqu'elles soutiennent leur forme d'actions, le font par pur calcul politique et non à la suite d'un accord sur la pratique, pour ne pas se démarquer de la base...

Les syndicats réformistes, tout le monde en est informé, même si certaines de leurs sections ou fédérations ont des positions révolutionnaires, participent à l'intégration des travailleurs dans le système capitaliste, limitant l'action ouvrière à un aménagement de ses conditions de vie dans l'instant présent. Jusqu'alors, ce rôle d'intégration que prenait le syndicalisme, apparaissait plutôt comme tacite entre les gouvernements et ces centrales syndicales. Cela se faisait sans en parler ; ou maintenant cela se dit de plus en plus ouvertement. Ainsi on lit dans *Le Monde* du 14/2/79 : « M. Barre redoute que les états-majors ne soient débordés par les ouvriers de la « base ». Le premier ministre fonde sa crainte sur la constatation du recul de l'influence de la CGT. Il pense que la situation risquerait de devenir dangereuse si la proportion des ouvriers « non encadrés » avait tendance à progresser. Comme remède à ces inquiétudes, le chef du gouvernement vante aujourd'hui les vertus d'un syndicalisme fort. Consignes ont été données à M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation, et André Giraud, ministre de l'Industrie, de se montrer aussi conciliants que possible avec les centrales syndicales... »

Il nous semble important, dans ce contexte, que les travailleurs libertaires syndiqués se posent la question de savoir si leur action, qui ne peut bouleverser les mécanismes, les structures et l'appareil des gran-

des centrales, ne leur apporte pas tout justement la caution de lutte à l'ouverture sur tous les travailleurs en dehors de leurs opinions, sans pour autant que ceux-ci présentent le danger de transformer quoi que ce soit, mais sûrement de diminuer leur caractère anarcho-syndicaliste au profit d'un consensus dont profitent les réformistes.

Bakouine disait justement que lorsque révolutionnaires et réformistes cohabitaient, c'était toujours les objectifs des révolutionnaires qui se trouvaient diminués dans leur portée, sacrifiant leur projection. Travailler en permanence avec des gens, comme dans un syndicat, suppose d'avoir des points communs. Or le clivage qui a toujours existé entre nous et les réformistes apparaît au grand jour, dans la mesure où ce sont toujours ces derniers qui ont bénéficié des fruits de notre travail, tout en laminant les rangs du mouvement anarcho-syndicaliste.



Nous n'avons rien de commun avec les réformistes, ni sur la finalité qui nous anime, ni sur les moyens et formes d'action, ni sur le mode de décision. Le seul point commun entre les réformistes et les anarcho-syndicalistes, c'est le travail mené dans la classe ouvrière, les uns pour l'asservir aux intérêts d'une classe ou d'un parti politique, nous autres pour amener les travailleurs à se battre pour la révolution sociale, l'égalité, l'autogestion et le fédéralisme, en un mot pour l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes.

Salut et anarchie  
Gr. Fresnes-Antony

### Voie libre n°10

organe de la liaison F.A.  
des cheminots

est paru

En vente à Publico 1 F

## C'est en triant parmi sept contributions que ses militants lui proposent, que le Parti Socialiste devra trouver sa vérité !

(suite de la page 1)

parfois lucides même si cela ne les conduit pas à plus de rigueur révolutionnaire. Essayons donc de voir ce qui dans ces textes peut intéresser ou conforter le mouvement socialiste libertaire.

La contribution de Mitterrand est d'abord politique ! Il le proclame lui-même et en faisant passer au deuxième plan l'économie ! Il se veut marxiste orthodoxe. Il se rapproche des communistes mais il s'écarte de Mauroy, de Rocard et des syndicalistes comme Maire. On sent l'astuce de ce vieux politicien blanchi sous le harnais parlementaire, attentif aux réalités palpables. Le projet de remplacer l'alliance avec les communistes par une entente avec les mutualistes, avec les syndicalistes, avec les coopérateurs, avec les écologistes, avec des associations, que propose Rocard, le laisse froid. A son âge on n'a plus le temps de rêver et les 20% des voix communistes lui sont indispensables s'il veut finir sa carrière à l'Élysée. Les électeurs communistes voteront n'importe quoi, n'importe qui, si Marchais en donne l'ordre, et cela lui paraît plus sérieux que d'éventuels suffrages du folklore politique ou social du pays. Pourtant, là où sa carrière n'est pas en jeu, l'homme voit clair lorsqu'il écrit « qu'il est nécessaire que des seuls irréversibles soient franchis ». Il sait bien lui, aussi bien que nous, que dans les périodes de transformation, le fléau risque de revenir en arrière et de détruire tout ce qui a été construit à grand peine. L'erreur c'est que lorsqu'il pense à l'irréversible à établir « dans les trois mois qui suivent la victoire », il ait en vue la législation, alors que c'est justement l'économie qui doit être transformée en profondeur de façon à détruire le profit et les classes qui en bénéficient.

La contribution de Rocard est intéressante. Chez lui, l'homme « raisonnable, qui sait » le dispute à l'ancien dirigeant autogestionnaire du PSU. Il s'oppose à Mitterrand lorsqu'il déclare « qu'un troisième secteur doit être développé, secteur dit d'économie sociale que représente déjà en partie les mutuelles et les coopératives... que le plan socialiste ne se conçoit que comme un plan contractuel régi davantage par des contrats que par des lois ». Naturellement, Rocard se rapproche alors du syndicalisme révolutionnaire et du fédéralisme tel que le voyait Proudhon, et, toute proportion gardée, on retrouve l'éternelle dialogue de la Première Internationale. Le vieux politicien jacobin Mitterrand ne s'y trompe pas et il réplique : « L'idée de compenser l'absence de communistes par un rassemblement indistinct... pour définir ensemble des objectifs de gouvernements n'est ni souhaitable ni réaliste ». Mitterrand a à la fois raison et tort. Raison car son projet de socialisme centralisateur ne peut pas s'accommoder de la diversité, et tort car la transformation sociale ne peut pas être réalisée par le centralisme jacobin, générateur de nouvelles classes, mais par le fédéralisme de toutes les composantes économiques et sociales. Mais ce qui me paraît le plus vrai dans le texte de Rocard et valable pour tous les révolutionnaires, ce sont ces phrases : « Les contraintes, c'est-à-dire les faits, sont têtues. Elles ne sont ni de droite ni de gauche... l'économie ne change pas par décret... ». Il a parfaitement raison et pour ma part je n'ai cessé de mettre en garde contre les idées toutes faites. « On ne peut partager équitablement que

ce qu'on produit, encore faut-il le produire auparavant... ». Il est certain que l'autogestion généralisée à toute la production et à toute la distribution de notre économie laissera en place tous les éléments de la crise ! Mais où Rocard a tort c'est lorsqu'il prétend « qu'un projet aussi vaste ne peut se réaliser en cent jours ». Le projet, en effet, ne se réalisera pas en un temps si court, mais les bouleversements de ces cent jours doivent rendre irréversible le projet, empêcher tout retour en arrière, et obliger la réalisation du projet pour combler un vide laissé par la destruction rapide des structures. Et en ce sens lorsque Bakouine prétend que la démolition du système est le premier élément de la reconstruction d'une société différente, c'est particulièrement vrai pour tous ceux qui savent bien que le réformisme ne produit que du vent.



Mauroy, fidèle à sa vocation de rassembleur, essaie de tenir le juste milieu entre Mitterrand et Rocard, encore que la décentralisation régionale qu'il préconise s'oppose au centralisme des Jacobins du parti socialiste. Il ne faut pas se laisser tromper, il existe deux décentralisations : celle de l'administration du parti communiste et des Jacobins, qui consiste à rapporter l'application de l'autorité à l'échelon régional et de construire dans les régions le même centralisme qu'à travers la nation. Puis une autre, celle de Mauroy et de Rocard, qui ne décentralise pas seulement l'autorité, mais qui décentralise la décision. Seulement on ne voit pas comment cette dernière décentralisation de la décision peut échapper à un fédéralisme géographique ? Mauroy défend également un principe qui fut bien souvent défendu par nous-mêmes : « Le pouvoir n'est pas seulement lié à la propriété. La maîtrise de la propriété est indispensable à la transformation des rapports de production. Mais la socialisation des moyens de production ne modifie pas en elle-même ni la division du travail, ni l'existence d'une hiérarchie qui risque d'entraîner l'apparition d'une nouvelle classe dirigeante ». C'est certainement vrai, encore que la transformation économique crée des rapports différents entre les hommes, qui peuvent justifier la disparition des classes.

Pierret justifie sa contribution par sa volonté de rompre avec la bureaucratie qui règne au sein du CERES. Il s'agit d'un vœu pieux. La bureaucratie du CERES ne découle pas d'une volonté en soi des militants, mais d'une logique propre au choix du marxisme centralisateur qu'ils ont fait. Et lorsque Pierret et ses amis posent le problème des « nationalisations, planifications, contrôle avancé », ils débouchent obligatoirement sur le centralisme, et c'est dommage car lorsqu'ils déclarent vouloir « des solutions concrètes pour proté-

ger les responsables contre les tentations des carriéristes politiques et permettre l'accès aux responsabilités aux militants ouvriers », ils sont dans une bonne voie que les délices du pouvoir leur permettra difficilement de suivre.

Et on arrive à une conclusion logique de ces travaux intéressants. On pourrait, en glanant de ci de là dans des textes, construire une motion acceptable pour un mouvement révolutionnaire. Mais justement ces parts de vérité que j'ai essayé d'extraire des diverses propositions, sont des constatations gratuites que les formes d'organisation dans le cadre du système rendent inapplicables. Mitterrand prétend qu'en moins de trois mois il faut bouleverser les structures et il a raison, mais le système des alliances et les oppositions d'intérêts qui s'en suivront ne le permettront pas. Il faut faire non pas des élections mais la révolution, et pour la réussir il faut la préparer en réduisant le parlementarisme à sa plus simple expression. Rocard veut l'autogestion et la décentralisation politique, économique et sociale ! Il n'a pas tort, mais ce sont les notables intégrés dans le système qui, socialistes ou pas, feront échouer ses projets pour défendre leur job. L'autogestion sera généralisée dans les trois mois ou elle ne sera pas. Les rapports différents entre les hommes qui, mieux que les transformations économiques, même si celles-ci sont indispensables, annoncent une ère nouvelle, nécessitent une décentralisation globale qui rend celle que propose Mauroy bien timide. En réalité, malgré des éclairs de raison, aucun de ces intellectuels socialistes n'ose aller jusqu'au fond du problème. Ils ridiculisent « le grand soir », celui que les islamistes viennent de réussir en Iran, sans se rendre compte du ridicule de miser sur le parlementarisme qui, d'ailleurs, n'a nulle part dans l'histoire réussi une révolution pour transformer la société de classes en une société socialiste. Seul Mitterrand semble percevoir la faille de la fameuse théorie de la thèse et de l'antithèse et du dépassement. Pour les autres, ils prétendent soigner la crise avec de la camomille, et on est tenté, énév, de leur dire qu'il faut qu'ils se débarrassent de leur culture petite-bourgeoise, de leur humanisme vieillot ! Ce qui manque dans leurs textes, en dehors de ce qui est acceptable et de ce qui est dérisoire, c'est une phrase qui constate que le capital ne fera pas sa nuit du 4 août, même si les combes électorales procurent à la gauche une majorité éphémère, et que de toute manière il faudra renverser par la force le système, son administration, son appareil de coercition ! Qu'il faudra raser les structures du capitalisme, et à partir de là établir entre les hommes des rapports libertaires et égalitaires. Hélas, nos bourgeois libéraux sont loin du compte, ils s'en tiennent aux jeux de l'esprit. On voudrait les mettre en garde, les prolétaires en colère ne se contentant pas de jeux de salon, ce qu'ils veulent c'est du concret, du tout de suite, et pour bien situer leur problème ils prennent la Bastille, le Palais d'Hiver ou même l'Hôtel de Ville. Que nos socialistes repassent leur histoire du mouvement ouvrier et ils s'apercevront que le peuple est monté sur les barricades sans trop se soucier des partis socialistes et de leurs projets. C'est l'histoire de la goutte d'eau et ce n'est pas s'avancer que de dire que le vase commence à être plein.

Maurice JOYEUX

## En dernière minute...

Trois enseignants vacataires de l'Université de Tours, désignés par le sort, ont entamé depuis le jeudi 8 février, une grève de la faim pour exprimer leur ras-le-bol devant la situation inadmissible qui leur est faite. Ils exigent un plan d'intégration et, comme mesure transitoire, une lettre de réembauche assurant leur emploi jusqu'à l'intégration, un salaire identique à celui d'un assistant non titulaire 1<sup>er</sup> échelon, avec effet rétroactif depuis le début de l'année universitaire. Les grévistes de la faim, installés dans le hall de la fac des Lettres, sont déterminés à continuer leur action jusqu'à la satisfaction de leurs revendications. Ils appellent l'ensemble de l'université de Tours à se mobiliser pour faire pression sur les responsables. Tandis qu'un comité de soutien s'est mis en place, de nombreuses organisations politiques et syndicales ont manifesté leur solidarité avec les grévistes de la faim, parmi elles la Fédération Anarchiste.

Gr. de Tours

## Angleterre L'ANARCHIE RÈGNE...

**A** en croire la presse britannique tout du moins, car sinon ça se saurait...

Si on s'en tenait à la lecture des journaux anglais, on finirait par croire qu'on ne soigne plus les malades dans les hôpitaux, qu'on ne peut plus trouver les denrées de première nécessité dans les magasins, que la peste va se déclarer à cause des ordures, bref que le pays est au bord du chaos.

En réalité, cela n'est que que propagande bourgeoise visant à discréditer ceux qui s'opposent au gouvernement, en provoquant une peur de la pénurie et en suscitant la haine contre les grévistes. En Grande-Bretagne, comme partout ailleurs, la bourgeoisie détient le quasi monopole des moyens de propagande et elle sait très bien s'en servir. Elle est parvenue à régler la pensée des travailleurs à un point effrayant. Actuellement elle mobilise les médias et concentre ses efforts à faire ce qu'elle a toujours cherché à faire : diviser la classe ouvrière.

On apprend ainsi qu'il ne s'agit pas d'une lutte entre les ouvriers et les patrons, mais d'une lutte entre « gens civilisés » et « destructeurs », entre des « gens honnêtes » et des « brutes avides ». L'intention est d'isoler les grévistes de la plus grande partie de la population, en ralliant cette dernière aux travailleurs callaghanistes et aux conservateurs (qui sauront s'il le faut s'unir contre les démolisseurs de société).

Dans de nombreuses entreprises, les travailleurs sont en grève, mais c'est la grève des travailleurs auxiliaires des services publics, et surtout des hôpitaux, qui suscite le plus de remous.

Les auxiliaires sont ceux qui sont chargés de nettoyer les salles d'hôpital, de servir les repas aux malades, et de les transporter en salle d'opération. Ces tâches si importantes devant être assurées actuellement au pied levé par les infirmiers, les médecins et les employés de bureaux, seuls les malades ayant un traitement urgent sont admis dans certains hôpitaux. La presse et la télévision s'acharnent à montrer le côté dur et égoïste de ces « travailleurs méprisables ». Ces auxiliaires revendiquent un salaire de 60£ par semaine (2 100 F/mois). Tour à tour il y a eu la grève des boulangers, des routiers (qui n'est pas tout à fait terminée), des travailleurs auxiliaires et des assistants sociaux (toujours en grève) ; et maintenant il y a des revendications et des menaces de grève du côté des mineurs qui réclament une augmentation de salaire de 40% ; des enseignants qui réclament 35% et même des employés de la fonction publique qui, eux, veulent 25%. Pour mémoire, le gouvernement a accordé des augmentations de 25% à l'armée et de 40% à la police.

Qu'est-il arrivé au fameux « contrat social », cet accord entre le gouvernement travailliste et les directions syndicales pour que l'augmentation des salaires reste inférieure à celle du coût de la vie. Ce programme a fonctionné pendant presque 4 ans, mais on l'a poussé trop loin et il a été rompu.

Comment a-t-il résisté aussi longtemps ? Pour répondre à cette question, il faut considérer l'organisation syndicale en Angleterre. Les 12 millions de syndiqués appartiennent à ce qu'on pourrait appeler syndicats corporatifs ou groupes de métier. Ainsi il y a plusieurs centaines de syndicats dont les plus petits n'ont qu'une douzaine de membres et les plus grands plus d'un million. Ces syndicats sont indépendants mais presque tous unifiés sous l'égide du Trade Union Congress (congrès syndical) qui est la « tête » du mouvement ouvrier organisé.

Le mouvement syndical en Angleterre s'est développé main dans la main avec le parti travailliste, et les deux organisa-

tions sont étroitement liées. Il faut savoir, par exemple, que les cotisations versées par tout membre à son syndicat, comprennent une contribution au parti travailliste, que presque tous les secrétaires de syndicat sont membres ou sympathisants du parti travailliste, ainsi que la quasi-totalité des dirigeants du Trade Union Congress (TUC). Ce qui explique que le gouvernement ait la direction syndicale dans la poche, les instances syndicales et le TUC encadrant le mouvement ouvrier et le pliant à ses directives.

De 1974 jusqu'à l'année dernière, ils y sont parvenus mais l'état d'esprit des ouvriers a changé. Au niveau des usines les syndicalistes qui font la liaison entre les travailleurs syndiqués et la direction régionale ont une position clé.

Ces gens, appelés Shop-Stewards (délégués d'ateliers) ont l'habitude de se réunir et de discuter de la politique syndicale au niveau de l'entreprise. Ce sont généralement des travaillistes, mais souvent ce sont des partisans de l'extrême-gauche autoritaire ou des syndicalistes plus radicaux.

On voit dans les événements récents en Angleterre toute la différence qui existe entre ces délégués et les dirigeants syndicaux. Les premiers ont remarqué le mécontentement des travailleurs et leur rejet du contrat social et les ont poussés à l'action, tandis que les autres ont tenté de freiner l'agitation et de trouver un accord avec Callaghan. Le conseil général du TUC a mis au point un nouvel accord et vient de le remettre au gouvernement : « Le contrat social est mort, vive le concordat ».

La position de Callaghan et de son gouvernement peut paraître difficile en ce moment. La propagande bourgeoise l'attaque sur son manque de fermeté envers les grévistes. Il a perdu la confiance des travail-

**EN PRISON** — Il reste encore deux camarades anarchistes dans la prison de Brixton : Roman Bennett, dont la caution de 10 000£ exigée pour sa libération n'a pu être réunie, et Daffyd Ladd qui lui a vu « curieusement » les autorités refuser sa caution (de 10 000£ éga-

leurs qu'il a appauvris, et il n'a la majorité au parlement qu'avec l'appui des nationalistes d'Ecosse et du Pays de Galles. Si on considère les différentes alternatives, sa position paraît moins fragile qu'il n'y paraît, les conservateurs n'ayant rien d'autre à offrir qu'une confrontation avec les syndicats, si, après une victoire électorale, ils étaient en position de force.

La bourgeoisie sait tellement manipuler l'opinion (grâce aux médias qu'elle détient) qu'elle serait à même de faire élire le gouvernement qu'elle veut. Elle a choisi le parti travailliste pour tirer le capitalisme britannique de la crise en 1974, en raison de son habileté à manipuler les syndicats. Les travaillistes ont bien réussi, mais ont fait durer trop longtemps le contrat social sans offrir aux travailleurs quelque chose de plus attrayant. Le nouveau concordat, plus flexible, les apaisera peut-être... Quoiqu'il en soit, il serait téméraire pour la bourgeoisie de faire élire un gouvernement conservateur « agressif » à la place d'un gouvernement travailliste conservateur.

La classe ouvrière britannique est consciente de la société de classes qui existe et dans sa majorité elle considère la bourgeoisie comme adversaire. Elle croit cependant qu'il y aura toujours l'ouvrier et le patron et que rien ne peut se faire sans dirigeant.

Espérons que ce qu'ils auront appris cette année les fera changer d'avis...

J.W.

\* \* \*

**ESPRIT CIVIQUE** — Toujours en Grande-Bretagne, le gouvernement, le patronat et les syndicats ont les plus grandes peines à briser l'ensemble des grèves qui éclatent un peu partout. Dans le secteur automobile, les ouvriers de chez Ford ont obtenu une augmentation de salaires de 17%, alors que le « contrat social » signé entre organisations patronales et syndicales limite toute augmentation à 5%. Il n'en fallait pas plus pour les travailleurs de British Leyland qui se sont mis en grève pour obtenir de nouvelles augmentations supérieures au « plafond » fixé pour sauvegarder les intérêts de l'économie du royaume. Aux dernières nouvelles d'autres travailleurs anglais se lancent dans la bagarre, montrant ainsi un manque total d'esprit civique vis-à-vis des profiteurs qui les exploitent.

Rappelons que ces deux camarades faisaient partie des six personnes arrêtées en juin dernier pour « complot en vue de perpétuer des explosions », accusation d'ailleurs sans fondement (voir le ML du jeudi 21 septembre 78).



## INFORMATIONS INTERNATIONALES

italie

### Congrès de la FAI

Comme nous l'avions annoncé dans notre journal du 25 janvier, la Fédération Anarchiste Italienne a tenu son congrès extraordinaire les 19, 20 et 21 janvier à Livourne. Une centaine de délégués étaient présents, venus de toute l'Italie.

Un important problème s'est posé au congrès. Quelques groupes et individus, se regroupant derrière le groupe Roma Centro, ont considéré comme légitime la pratique tendant à enquêter sur la composition et le comportement des groupes et individus fédérés. D'autres groupes et individus affirmaient qu'une telle pratique était incompatible avec l'éthique anarchiste. Face à ces deux positions, une motion de méfiance sur l'action du groupe Roma Centro fut présentée. Les trois groupes et l'individuel s'étant rangé derrière le groupe Roma Centro ont été temporairement écartés, s'étant situés d'eux-mêmes, par la pratique qu'ils souhaitaient imposer, hors de la Fédération.

Les travaux du congrès se sont terminés dans la soirée du dimanche 21 avec l'approbation de la motion finale que nous reproduisons ci-dessous. Ce congrès a entamé une redéfinition des problèmes politiques et organiques de la Fédération, dans le sillage des délibérations particulièrement significatives du 13<sup>e</sup> congrès de la FAI tenu en 1977.

Les camarades présents à Livourne n'ont pas voulu cacher la complexité des problèmes politiques et organisationnels qu'ils doivent affronter et éclaircir pour offrir au mouvement une forme d'organisation capable d'assumer les luttes actuelles et regroupant la présence libertaire qui se manifeste de toute part.

### Motion finale du congrès

Le congrès extraordinaire de la FAI, réuni à Livourne les 19, 20 et 21 janvier 79 a affronté principalement des problèmes à caractère organisationnel, dans la perspective du congrès ordinaire de la FAI fixé pour les 28, 29 et 30 juin. La commission de correspondance\* a été confiée à des camarades de Carrare, avec la contribution efficace des délégués du groupe Makhno de Palerme et de la Fédération Anarchiste Bolognese, avec comme tâche spécifique de donner le maximum d'apport à la diffusion des informations et débats pré-congrès.

Le congrès a réaffirmé sa confiance à la FA Bolognese pour la gestion d'*Umanita Nova*, lui recommandant le maximum d'intérêt pour les débats de nature théorique et organisationnelle qu'intéressent la phase pré-congrès. Le congrès a décidé de bloquer l'activité des commissions de travail et d'études dans l'attente de la définition plus ponctuelle de leur travail.

Enfin le congrès réaffirme sa confiance au Comité Anarchiste de Défense, tout en demandant à ce que le débat se poursuive quant à l'aspect définitif d'un tel organisme.

Le congrès extraordinaire propose aux groupes et camarades l'ordre du jour suivant pour le 14<sup>e</sup> congrès ordinaire de la FAI, sollicitant un débat sur les croissantes poussées libertaires :

— Vérifications des actuelles directions de la FAI par rapport aux délibérations du XIII<sup>e</sup> congrès, pour une refonte de la fédération qui l'insère dans la réalité sociale présente.

— Vérification du pacte associatif pour une réadaptation de celui-ci aux actuelles exigences politiques et organiques de la FAI.

— Vérification et réorganisation des organismes de la FAI pour un fonctionnement plus efficace.

— Relations internationales.

— Divers.

\* Commission qui représente la FAI sur l'extérieur.

belgique

**LE CHÔMAGE** — Au 15 janvier on comptait 308 000 chômeurs complets indemnisés, mais il faut tenir compte de 47 000 retraites anticipées, du cadre spécial temporaire (25 000) et des 30 000 chômeurs occupés par les pouvoirs publics. Peu d'espoir d'une amélioration en raison des fermetures d'entreprises et des réductions de personnel dans l'industrie. Les pertes d'emplois dans le secteur industriel ne sont pas compensées par la création d'emplois dans le secteur tertiaire qui n'ont pas en général un caractère « manuel ».

Par rapport à la population ouvrière, le taux de chômage atteint 11% (6,5% pour les hommes, 19% pour les femmes), le secteur « ouvrier » étant plus touché que le secteur « employé ». A quand la réduction du temps de travail, sans accélération des cadences et avec embauche correspondante ?

**GENDARMES ET CHIENS POLICIERS** — Le ministre socialiste Simonet avait cru bon de prendre la défense de son collègue Boel, ministre de l'inté-

rieur, responsable de l'intervention des gendarmes lors des grèves de la raffinerie belge des pétroles à Anvers. Depuis, Boel s'est surpassé. A l'occasion d'une manifestation et contre-manifestation (de minime importance) opposant à la frontière du Limbourg et de la province de Liège des francophones et des néerlandophones, la gendarmerie (plus nombreuse que les manifestants) est intervenue, avec le concours de chiens « spécialisés ». Cet emploi de chiens est courant le long du rideau de fer ou en Afrique du Sud, mais Boel voudrait implanter en Belgique cette méthode. pense-t-il que les chiens « policiers » résoudreont les problèmes sociaux ou communautaires ?

**La souscription  
pour  
Le Monde  
Libertaire  
reste ouverte**

## « Sgt. Peppers » porté à l'écran

La nostalgie n'est vraiment pas ce qu'elle devrait être

DEPUIS le temps que le film était annoncé, on avait eu le temps de s'y préparer. Après Saturday Night Fever et Grease le désormais très (trop) célèbre producteur Robert Stigwood nous balance Sgt Pepper's Lonely Hearts Club Band, réalisé par un inconnu (qui aurait mieux

fait de le demeurer) : Schultz. Malgré tout le mal qu'on peut penser de R. Stigwood, on se dit qu'il reste au moins la musique des Beatles autour de laquelle s'est échaffaudé ce film. L'expérience avait déjà été tentée il y a quelques années pour le dessin animé Yellow Subma-

rine et le résultat avait été une réelle petite merveille. Il nous semblait d'ailleurs difficile de massacrer la musique des quatre liverpoolsiens. Difficile mais pas impossible! La preuve : Stigwood-Schultz ont certainement accompli le plus beau carnage que l'on ait vu depuis bien longtemps.

D'abord le film proprement dit : insipide, de la guimauve à la pelle dans chaque plan, tout est bleu, tout est rose, tout est beau et gentil. Le pays de « Cœur pur » ça doit sûrement être très loin de la Lorraine. Les dents des Bee Gees n'ont jamais été aussi astiquées, et les bouclettes de Peter Frampton jamais aussi blondes, ni son joli minois si fadasse.

Si l'on retire les textes des chansons (dont les sous-titres nous donnent souvent une traduction plus qu'hasardeuse), il n'y a pratiquement pas de dialogues, et c'est tant mieux, vu la débilité du peu qu'on entend. Mais pour être francs, nous n'étions pas allés voir un film mais écouter une musique : celle que les Beatles ont pondue il y a une dizaine d'années. Dans la salle les spectateurs avaient pour la plupart la trentaine bien tassée, ce qui est somme toute assez normal pour des nostalgiques des sixties. A la sortie du « spectacle » ils avaient l'air d'avoir pris un sacré coup de vieux!

Les chansons du film sont presque toutes tirées de deux albums : Sgt Peppers (1967) et Abbey Road (1969), c'est-à-dire (surtout pour le premier) le véritable âge d'or de nos quatre chevelus, tant par les textes que par les musiques. Toutes ces chansons sont entièrement sabotées, exception faite pour Come Together, interprétée de façon plutôt marrante par Aerosmith. Il ne s'agit même pas d'une version disco de la musique beatlesienne, mais simplement d'une version aseptisée au plus haut degré. L'humour, la virulence, la magie, tout a disparu et le plus grave là-dedans c'est que Georges Martin (ex-arrangeur des ex-Beatles) a participé à ces nouveaux « arrangements ». Quand on se souvient des déclarations de certains crétins qui affirmaient que le « son » de ce fabuleux groupe était dû à ce triste sire, il y a de quoi rigoler. Le seul « mérite » du film est de démontrer que le « phénomène Beatles » ne devait rien à leur arrangeur, ni d'ailleurs à Brian Epstein leur impresario, mais tout au génie (si si) de Lennon Mac Cartney. Mais que voulez-vous, ce film s'inscrit logiquement dans la foulée de La fièvre du samedi soir et de Grease : tout doit y être propre et bien rangé, la musique de l'ex-groupe n'avait donc pas grand chose à y faire, si ce n'est d'attirer du monde pour remplir les poches de R. Stigwood (et de certains autres).

En conclusion, pour ceux qui ne l'auraient pas compris, la prestation d'Aerosmith ne suffit pas et ne justifie aucunement le déplacement. Gardez donc votre fric, et remettez sur votre tourne-galettes, ce monument qu'est Sgt Peppers (version 67) : Magie garantie.

John LENNEY et Paul MAC CARTOON

### AVIS

Toutes les annonces concernant les livres, qui paraissent dans ce journal, indiquent leurs prix de vente à Publico. Il est bien entendu que pour toute commande, les frais de port doivent être ajoutés à ce prix.

L'Administration

## Chronique du goulag ordinaire

CHINE — « La vaste entreprise de modernisation doit maintenir fermement la normalité dans l'ordre social, et l'ordre dans le travail et la production » vient encore de clamer, bien haut et fort, Le Quotidien du Peuple. En clair, il s'agit d'extorquer davantage de plus-value aux producteurs tout en maintenant énergiquement leur lutte contre ce processus. Résultat : 800 millions d'individus robotisés sont soumis jours et nuits aux cadences infernales, et 9 pauvres bougres récalcitrants accusés d'un « viol » hypothétique sont fusillés!

En un an, les échanges commerciaux entre le capitalisme d'Etat chinois et ses confrères occidentaux ont globalement progressé de plus de 60% pour les importations chinoises et de quelque 30% pour les exportations. L'honorable bourgeoisie n'en finit plus d'acheter ; rien qu'en technologie industrielle, il lui a fallu déboursier pour plus de 7 milliards de dollars. C'est sans doute pourquoi cette semaine une mission de la Banque « Populaire » visite Tokyo, ou les non moins honorables bourgeois nippons sont prêts à accorder au camarade Teng un prêt (eh! oui, encore un!) de 2 milliards de dollars que ses heureux sujets seront bien entendu invités à rembourser par leur énergie labour.

Désormais la priorité absolue est donnée à 4 modernisations (industrie, agriculture, technique, armée). Sur 250 000 postulants disciplinés, 4 000 élèves brillants et polis viennent d'être envoyés à l'étranger dont cent pour la France (vive l'Elite!), où ils devront apprendre à bien moderniser...

— Les incidents meurtriers se multiplient à la frontière sino-vietnamienne ; plusieurs dizaines de morts de chaque côté depuis le début du mois. Plusieurs centaines de milliers de Vietnamiens d'un côté, 1/2 million de soldats chinois de l'autre sont désormais sur le pied de guerre... et Marx, lui, ne sait plus sur quel pied danser.

VIETNAM — La banque mondiale et la banque de développement asiatique viennent philanthropiquement d'accorder à Hanoï un prêt d'un montant de près de 80 millions de dollars pour des projets de développement agricole... Allez, tous aux rizières pour combler les importations nécessaires de plus d'un million et demi de tonnes de céréales et farines.

LAOS — Ça s'arrange pas là-bas non plus! Le déficit annuel est de plus de 40 millions de dollars... et parfois il y a même la famine, rassurez-vous quand même c'est pas pour tout le monde...

U.R.S.S. — Vassili Ovsienko, proche du groupe ukrainien pour l'application des accords d'Helsinki, après avoir été condamné en 1973 à 4 ans de camps pour activités « antisoviétiques » vient cette fois d'être condamné à 3 ans mais là à régime sévère pour le même « délit »...

— L'URSS importe chaque année pour près de 200 millions de roubles de gaz iranien, et comme en plus elle a envie d'acquiescer une position stratégique des plus confortables en terre persane, l'ayatollah Kossyguine a envoyé un chaleureux message à son excellence Bazargan. Il lui a alors rappelé qu'une « coopération variée et développée » entre les deux castes au pouvoir « répondrait indiscutablement aux intérêts des deux parties ».

— Pétrole, machines-outils contre sucre, nickel et agrumes, les échanges La Havane-Moscou vont porter sur 6 milliards de dollars en février... pendant ce temps-là les salves continuent de retentir à la prison de La Cabana et Moscou persiste à salir la mémoire des Arméniens que la bourgeoisie du Kremlin a fait froidement assassiner.

— La dette des pays du capitalisme d'Etat inféodés à Moscou envers les pays du capitalisme occidental est désormais de plus de 40 milliards de dollars. On a beau dire que tout ce qui exagère est insignifiant, c'est là une insignifiance un peu trop lourde pour le prolétariat qui la porte et doit la payer.

— Poncet a fait du bon boulot, Giscard et ses mandataires industriels peuvent être contents ; il est dès maintenant confirmé que les échanges entre l'URSS et la France devront tripler en 1979 ceux de 1974.

BULGARIE — Le vice-président de la commission des droits de l'homme aux Nations-Unies est désormais un Bulgare. Gageons que cette nomination fera plaisir à Kolev et à tous les compagnons anarchistes emprisonnés en Bulgarie qui ne devaient attendre que ça pour sortir des geôles où la cliqué de Jirkov les confine depuis plus de 30 ans.

POLOGNE — La répression continue en Pologne contre les syndicats libres (voir ML n°300). Un nouveau procès se prépare contre se prépare contre Kazimierz Switon, militant des syndicats libres en Silésie. Il avait été arrêté et frappé car il protestait, le 16 octobre dernier. Le 4 décembre il a été condamné à deux mois de prison pour le motif original de « refus d'obtempérer à un contrôle policier ». Maintenant il est sous le coup d'une nouvelle accusation, aussi fondée que la précédente, « violence à agent », toujours pour les faits qui se sont passés lors de son arrestation. Il est soutenu par les membres des syndicats libres et par le KOR (comité de défense des ouvriers).

Gr. Commune de Kronstadt

## Théâtre

### Sylvie Joly

au Théâtre en Rond

UNE chaise, une écharpe rose vif posée par terre, une scène en rond. Tous les spectateurs sont autour, en rond et proches de la scène.

Mme Dupont arrive, un peu balourde, la Mme Dupont de tous les jours, celle qui passe le permis et qui le rate pour la nième fois. Elle est pitoyable, elle ne comprend pas pourquoi elle l'a raté. Elle était pourtant bien prête cette fois-ci! L'inspecteur était mort de peur... pourtant Mme Dupont, avec son accent gros du titi parisien est toute bouleversée.

Mme Dupont disparaît et c'est la pharmacienne du coin (celle dont le métier n'est pas d'être épicière, surtout pas, elle est pharmacienne) qui bouge devant nous. Elle présente une promotion à ses clients habituels. Il ne faut pas pleurer si on ne gagne pas, surtout rester sport. Demain on gagnera peut-être. La lumière s'éteint et une petite vieille apparaît, elle a tellement de mal à bouger!

En une seconde Mme de... de Neuilly-sur-Seine, fatiguée, est là. « Jean et elle » vont aller à la campagne respirer le si bon air de la campagne, se rouler dans le fumier... Marre de la ville, du luxe. Jean et elle sont gorgés et regorgés de confort. L'instinct bestial ressort brusquement et c'est le fumier qu'on aime, son odeur. On s'y roule comme des cochons. Quelle chance ont les paysans d'avoir du fumier et du bon air à respirer tous les jours, mais il n'est pas sûr que Jean et elle restent longtemps dans la merde. On ne renie pas longtemps ses origines de classe. Neuilly, les pantoufles, le fric à foison. C'est d'ailleurs bien grâce au fric qu'ils sont ici à la campagne, Jean et elle.

Noir, puis c'est la paumée qui est assise sur sa chaise. Un ami à elle, flic, discute avec elle. Il veut récupérer ses sous. « Je te dois 3 briques ? demande-t-elle, oh ce n'est pas grave. Et puis je m'emmerde et ça m'emmerde et après tout je l'emmerde ». Elle vit sûrement à 100 à l'heure une vie compliquée. Mais elle a aussi de grosses dettes envers ses parents et après tout elle les emmerde. C'est affreux la vie. Elle conduit la voiture de sa mère, c'est une torture...

Ainsi, beaucoup de personnages défilent jusqu'au dernier. Mr le haut cadre, dont l'ami a de hautes responsabilités dans le ministère de l'Agriculture mais... il est complètement débile... chut... faisons comme si. Il est lamentable. Plus on le complimente, plus il est débile, pitoyable...

Sans une seconde de répit, Sylvie Joly interprète à elle seule tous ces personnages à merveille. Elle se transforme, bouge, change ses expressions, ses gestes sans une faute. Elle joue avec beaucoup de précision et en même temps de fantaisie. Ses personnages qu'elle a choisis surtout parmi des femmes, elle les aime tout de même. Elle se moque, elle critique de façon impitoyable. Elle fait rire pendant 1 h 1/2 seule sur la scène. Ses personnages sont des emmerdeurs, des idiots, des orgueilleux. On les voit tous les jours, ce sont des pantins, on pourrait leur coller une étiquette sur le dos ; ils sont typés. Mais rassurons-nous, ces personnages ne nous ressemblent pas du tout, à nous les spectateurs. Nous, spectateurs, sommes complices de Sylvie Joly. C'est bien d'ailleurs pour ça que beaucoup rient si fort de tous ces enfoirés de personnages.

Eliane (Gr. Victorine B.)

## Platonov

de A. Tchekov

Thâtre de la Commune d'Aubervilliers

DÉCIDÉMENT, l'étrange Anton n'a pas fini de nous surprendre! Après sa mort, survenue en 1904, on croyait tout connaître de l'œuvre du grand analyste de la vie russe. C'est maintenant, en 1979, qu'on monte une pièce inédite du médecin moscovite. Le regretté Jean Vilar avait déjà présenté cette pièce de début au T.N.R. en 1956, aujourd'hui nous avons la version totale dans une traduction d'Elsa Triolet. Il y a, sur le plateau, une quinzaine d'interprètes, et l'on assiste à une cascade de petites scènes intimistes ou de grandes confrontations de ces multiples types sociaux composant le monde cher à Tchekov. L'institutrice Platonov, une institutrice, des petits propriétaires, une veuve de général, un médecin, etc. Tout ce microcosme de la bourgeoisie russe vit devant nous mais ce qui domine, dans cette grisaille, c'est la personnalité de Platonov, critique de cette société mourante ; parmi tous ces citoyens robots et sans buts, sinon lucratifs, il analyse exactement l'avenir. Bien des aspects des prémonitions de Platonov sont similaires des inquiétudes actuelles de notre monde occidental, en cette fin de siècle.

Mais ne jouons pas au prophète et résumons cette remarquable pochade écrite voilà un siècle. La forte ascendance du petit instituteur sur les éléments féminins de la petite assemblée, se fait rapidement sentir. Il doit faire face à la veuve du général, à une jeune mariée, à une jeune institutrice, bref ce Don Juan des steps ne sait plus comment se décider à choisir une partenaire, en plus de sa jeune femme. Cette indécision amène l'une d'elle, par désespoir, à tuer l'inquiétant Platonov. On ne peut raconter cette fresque socio-folklorique sans trahir la qualité de cette pièce qui doit être vue. La mise en scène de ce monument est plus que remarquable, Gabriel Garran, réalisateur de ce bel ouvrage, mérite notre admiration sincère. Tous les artistes sont exactement à la place qu'il faut, homogènes et jouant sans charger leurs divers personnages. Je tire mon chapeau à cette brillante troupe, Niels Arestrup, Jean Benguigui, sont de grands comédiens, leurs amis Jean-Marie Galey, Jean-Michel Dupuis, Pierre Vielhescave, n'ont aucun mal à s'élever au haut niveau qualitatif de cette grande première de l'œuvre tchékoviennne. Anne Alvaro, Thérèse Liotard, Françoise Thuries et Marianne Epin sont des actrices dignes de grands éloges. Voilà une date dans la vie théâtrales d'occident, allez découvrir cette haute création.

Francis AGRY

## Amérique latine

## VIRAGE A DROITE AU VENEZUELA

Le soulèvement des colonies espagnoles de l'Amérique du sud, qui débuta en 1810 sous l'impulsion de Simon Bolívar, devait aboutir à la constitution de neuf républiques indépendantes. Le Brésil devait par la suite se libérer de la colonisation portugaise et porter à dix le nombre de ces républiques dont l'existence n'a cessé d'être troublée par des coups d'Etat et des crises politiques. Actuellement huit de ces républiques sont soumises à des dictatures militaires plus ou moins brutales et seules la Colombie et le Venezuela peuvent être qualifiées de républiques démocratiques et parlementaires au sens où nous entendons ces termes en Europe.

Le pétrole a fait du Venezuela le plus riche pays de l'Amérique latine. Ses réserves en or et devises atteignent 8 milliards de dollars, sa balance commerciale est largement excédentaire (le pétrole représentant 90% des exportations), le produit social brut par tête d'habitant - 2 220 dollars - est de beaucoup le plus élevé des dix républiques (7 fois plus que celui de la Bolivie)...

On pouvait penser que, surtout depuis 1974, ce pays nage en pleine prospérité. Hélas le revenu social est inégalement réparti : 50% des 13 millions d'habitants sont sous-alimentés et logés misérablement, il y a 25% de chômeurs, les écoles sont en nombre insuffisant et l'analphabétisme persiste. Une population qui s'accroît de 3% par an, une « guérilla urbaine » que le gouvernement ne peut maîtriser... et on peut se rendre compte que le Venezuela n'est pas l'Eldorado qu'on imagine!

Les USA se sont toujours intéressés - pour des raisons rien moins que sentimentales! - à l'Amérique latine et tout particulièrement au Venezuela, gros producteur de pétrole. Ce sont les USA qui, en 1956, aidèrent à liquider le général Perez Jimenez et à installer au pouvoir le parti à tendances social-démocrates : l'« Action démocratique ». Depuis 1974, le chef de ce parti, Carlos Andres Perez, est président de la République et le Venezuela est l'objet de toutes les attentions de Carter. Pour deux raisons : d'abord Carter, défenseur - en paroles! - des Droits de l'homme, a vu dans ce pays le modèle démocratique de république qui devrait supplanter les régimes de dictature militaire. Ensuite et surtout, Carter recherchait des appuis pour mener à terme la difficile ratification du traité avec Panama relatif au fameux canal : d'où sa tournée en Amérique du sud et sa visite à Caracas qui lui valut le soutien du Venezuela.

Mais le Venezuela est avant tout l'enfant chéri de l'Internationale socialiste que préside l'ex-chancelier Willy Brandt. En 77, Mario Soares - en tant que président du parti socialiste portugais - fut délégué à Caracas, à l'occasion du premier congrès de la section « Amérique latine » de l'Internationale socialiste. Sur les 25 pays concernés, 5 seulement étaient représentés par leurs partis socialistes : Mexique, Costa-Rica, Jamaïque, République dominicaine et... Venezuela. Ainsi, des dix républiques de l'Amérique du sud, seul le Venezuela - par son parti dirigeant - représente l'atout majeur (et unique!) de Willy Brandt!

Soares devait faire un rapport optimiste au congrès de l'Internationale socialiste qui se tint à Dakar en mai 78 : il laissait entrevoir comme possible la démocratisation de l'Amérique du sud et le déclin des dictatures de droite ou de gauche. Même optimisme de la part de Willy Brandt au congrès de l'Internationale réunie à Vancouver en novembre 78 : l'Amérique latine était la région où la social-démocratie était appelée à faire « les plus grands progrès ».

On attendait donc, sans grande appréhension, les élections du 3 décembre au Venezuela. Brandt, Andres Perez, les sondages d'opinion garantissaient le succès du candidat de l'Action démocratique à la présidence de la Répu-

blique, dont la campagne électorale avait été largement financée par le parti au pouvoir. A la stupefaction générale, ce fut le candidat chrétien-démocrate, Luis Herrera, qui l'emporta et qui détient même la majorité au Parlement. Un coup dur pour l'Internationale socialiste qui perd son unique bastion en Amérique du sud, et peut-être aussi pour Carter (mais les USA ne sont pas à court d'expédients...)

Herreras qui, le 12 mars, assura la présidence pour 5 ans, est avocat et journaliste, et aussi le secrétaire général de l'Union des partis chrétiens-démocrates. Il s'est présenté aux élections sous le sigle COPEI : « Comité de l'organisation populaire électorale indépendantiste » et a axé sa campagne sur le thème : « Où passe notre argent ? ». Il est certain que la situation misérable de la plus grande partie de la population dans un pays riche de milliards de dollars, l'incapacité de la gauche à procéder aux réformes nécessaires ont été des facteurs déterminants du succès de Herrera. Cet homme de « droite » fera-t-il mieux que son prédécesseur ? On peut en douter! Le Venezuela reste une république démocratique, mais Herrera est bien décidé à s'abstenir de toute ingérence dans la politique des républiques voisines : ce qui implique la fin de toute critique à l'égard des dictatures militaires, la fin de tout soutien aux insurgés du Nicaragua. Une telle neutralité risque d'être un encouragement aux dictatures et une forme hypocrite de complicité. L'avenir prochain montrera si ces craintes sont fondées. Mais, une fois de plus, signalons cette impuissance des gouvernements dits de « gauche » à arracher au capitalisme privé ou d'Etat la possession de tous les biens matériels dont est privé un peuple misérable.

Jean BARRUÉ

## LA CRISE DU NICARAGUA

Tous nos espoirs d'une victoire populaire au Nicaragua se sont envolés pour le moment du moins. Fin janvier 78 la guerrilla qui se prolonge depuis 1962 se transforme en guerre civile ouverte et la grève générale est proclamée. En août le « front sandiniste de libération » prend en otage des ministres et des sénateurs, parmi eux des membres de la famille Somoza, pour les échanger contre des prisonniers politiques.

A l'issue de la reconquête progressive des villes par la garde nationale de Somoza soutenue par des mercenaires étrangers (raids aériens, artillerie lourde) il semble que la lutte armée se cantonne dans les maquis montagnards dont la dictature n'a ja mais pu se débarrasser. Malgré une grande similitude avec les autres pays d'Amérique latine l'histoire récente du Nicaragua est particulière : depuis plus d'un siècle la politique du pays se fait à Washington. Dès 1855 une bande de mercenaires s'empara d'une grande partie de l'Amérique centrale; leur chef, William Walker, se « sacra » président et est reconnu tout de suite par les Etats-Unis. Il s'agissait de contrôler l'emplacement d'un futur canal Atlantique-Pacifique. Mais le peuple parvient à expulser l'occupant. En 1909, la flotte américaine débarque : le gouvernement Zelaya (nationaliste) refusait d'abandonner tous les droits sur un hypothétique canal concurrençant celui de Panama. A la suite de cette équipée, les E-U prirent le contrôle intégral des systèmes bancaires, douaniers et ferroviaires, et dictèrent la concession à perpétuité des droits sur le canal.

En 1926 les Marines réinterviennent pour régler un « différent armé » entre libéraux et conservateurs. Un des généraux libéraux refuse la « Pax Americana » et transforme cette lutte entre deux groupes possédants en guerre populaire.

## Le sandinisme

Pour Auguste Cesar Sandino, le terme de « général » ne signifie pas chef d'une armée régulière. A la question : *Qui vous a fait général ?* il répondait : « mes soldats ». Fils naturel d'un gros propriétaire terrien, il fut emprisonné, à l'âge de 9 ans, avec sa mère, pour dettes. Il y vit sa mère faire une hémorragie mortelle des suites d'un avortement. Plus tard il « fait la route » à travers toute l'Amérique centrale, travaillant à l'occasion. Au Mexique, il entre en contact avec les ouvriers anarcho-syndi-

calistes des champs pétrolifères de Tampico. On ne sait pas jusqu'où il se reconnaissait dans nos idées ; son unité de guerrilleros arborait le drapeau noir et rouge, mais avec cette signification : rouge = liberté, noir = mort. La liberté ou la mort!

Lorsque ses alliés bourgeois capitulent, il dissout son armée et prolonge la lutte, seul avec 30 hommes, dans les montagnes. Activement soutenu par la population, il obtient le départ des américains en 1933. Il quitte alors la lutte armée et sera assassiné un an plus tard par Somoza, avec la bénédiction publique de l'ambassade américaine.

Les sandinistes sont aujourd'hui divisés en tendances plus ou moins légales ; en 74 une « tendance prolétarienne » s'est dégagée, avec pour objectif la construction d'une organisation léniniste, mais l'ensemble du « mouvement de libération sandiniste » n'a même pas d'options socialistes. Le programme du MLS est dirigé contre l'impérialisme américain et la grosse propriété terrienne. Les sandinistes sont prêts à s'allier à la bourgeoisie (cf. « groupe des 12 »), aux industriels et marchands qui ont intérêt à entrebâiller le carcan colonisateur de Washington et surtout à se débarrasser de Somoza.

## Grand et dictateur

Mais pourquoi la bourgeoisie tient-elle tant à sa chute ? En 40 ans, la famille Somoza a réussi à transformer le pays en une hacienda personnelle. Le « président » possède plus de 50% du territoire cultivable du pays et presque toute la surface habitable de la capitale, Managua, qu'il acheta à bas prix après le tremblement de terre de 1972 (ce qui explique son refus de reconstruire la ville un peu plus loin, comme des experts japonais le lui ont conseillé devant la fréquence des secousses meurtrières). L'exécutif américain, pourtant au courant de ces pratiques, lui a consenti un prêt de 3 millions de dollars... alors que la fortune privée du président, investie à l'étranger, s'élève à 240 millions de dollars\*. Il contrôle à titre privé la plus grande partie du système bancaire et, évidemment, la banque nationale...

Ainsi, il s'accorde tous les prêts pour tous ses investissements, et sans intérêts! Comme il est le concessionnaire Deimler-Benz, les conducteurs de « mercedes », seuls, ne paient pas de vignettes! L'idée de remplir une quelconque mission (contre la « subversion », le « bolchevisme ») est, à l'inverse de ses collègues Pinochet et Videla, complètement étrangère à Somoza. Ubu-Somoza pourchasse ou fait assassiner ses opposants pour confisquer leurs biens à son profit. La répression est placée sous la responsabilité de la garde nationale, qui est passée maîtresse dans l'art de la torture, sous la conduite de mercenaires d'origine indochinoise et d'anciens nazis (par exemple Gunter Wagner, ex-dirigeant des Jeunesses Hitlériennes). Des officiers brésiliens et argentins viennent prendre des cours... Souvent des soldats terrorisent des paysans jusqu'à ce qu'ils acceptent de vendre leur terrain à bas prix.

Tout en conservant une méfiance salutaire vis-à-vis du sandinisme, les anarchistes doivent être solidaires de la lutte du peuple nicaraguayen contre l'impérialisme yankee et le système hégémonique du pharaon Somoza.

Le solidaire  
groupe de Massy

\* D'après Frankfurter Allgemeine Zeitung du 13/9/78.

Réflexions  
autour  
de l'interview  
de Kuron et  
Wojcirkowski

(ML du 7 février)

Cet entretien n'aura sûrement pas appris grand chose à ceux qui suivent de près l'évolution récente de la résistance ouvrière à l'est. Mais certaines affirmations de Kuron n'auront pas manqué de choquer notre sensibilité libertaire.

Non l'église n'est pas le dernier rempart de la liberté s'opposant à la barbarie stalinienne! Depuis Gomulka la hiérarchie catholique collabore avec l'appareil du parti en rappelant régulièrement au peuple ses devoirs de sujet soumis. Ainsi, en 1976, après les grèves de Radom et les pillages de magasins d'alimentation, Mgr Wojtyla (aujourd'hui pape) était le premier à sermonner les fauteurs de troubles... c'est au prix de sa contribution active au maintien de l'ordre que l'église polonaise a conquis cette liberté que le catholicisme n'a pas en Hongrie ou en URSS.

L'église n'a jamais condamné le système électoral qui assure inévitablement la majorité absolue au PC, elle n'a jamais appelé au boycott des structures dictatoriales ou à l'insurrection dans les périodes les plus noires de la répression! Elle s'est bornée à faire du nationalisme de l'antisoviétisme. Cette même église a participé au génocide juif entre 40 et 45... il y aurait tant à dire!

S'américaniser, c'est surtout afficher sa haine des soviétiques et pour s'habiller à l'occidentale, c'est tout un sport! Certains ont pourtant compris que la bureaucratie est aussi soutenue par l'« ouest ». D'ailleurs, la plus grande partie de la viande exportée ne l'est pas vers l'URSS mais vers l'occident, source de précieuses devises. La Pologne est déitrice de 13 milliards de dollars envers des banquiers occidentaux (surtout américains et allemands). Quand à l'hypocrisie, elle est la caractéristique fondamentale de toutes les dictatures. Qu'était la France de Vichy en ce domaine?

L'idée de transformer les républiques « populaires » en « démocraties » parlementaires ne rencontre que peu d'enthousiasme en URSS, la plupart des soviétiques n'ont pas renié un très vague idéal communiste et la question d'une transformation des structures ne se pose pas encore, c'est la question sociale qui radicalise : il faut en finir avec les privilèges de classe. Beaucoup de nationalistes ukrainiens et caucasiens espèrent en l'arrivée au pouvoir d'une fraction « libérale » de la bureaucratie. Une infime minorité d'intellectuels prend une position « politicienne », à droite ou à gauche du pouvoir. Dans ces conditions, il n'est pas réaliste d'attendre des changements fondamentaux en URSS pour libérer le peuple polonais.

Il est douteux que la bureaucratie puisse honnêtement s'auto-réformer. De toute façon, l'action la plus prudente et la plus pacifique ne dissuaderait pas le Kremlin d'intervenir militairement (Prague 68).

Non, il faut décidément assumer la rupture totale avec les bureaucraties, avec Moscou, il faut rester sur des positions ouvrières dures, pour préparer, en liaison étroite avec tous les opprimés de « l'hémisphère stalinisé », le succès d'une crise révolutionnaire désormais proche.

Le solidaire  
groupe de Massy



ARCHIVES SPARTAKUS  
Rosa LEPVINE